

Le président français Emmanuel Macron ouvre une conférence sur le Liban le 24 octobre 2024.



Géopolitico scanner

Conférence de Paris pour le Liban : les illusions de la France au Proche-Orient

La conférence internationale sur le Liban, organisée à Paris, a permis de récolter plus de 800 millions de dollars d'aide humanitaire et 200 millions d'aide pour l'armée, a annoncé jeudi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Atlantico : La [conférence internationale sur le Liban](#), organisée à Paris, a permis de récolter plus de 800 millions de dollars d'aide humanitaire et 200 millions d'aide pour l'armée, a annoncé jeudi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Quel message envoie la France à travers cette conférence ? Quel bilan tirer des premières annonces liées à ce sommet ? La France a-t-elle été efficace et offensive sur le plan diplomatique ?

François Chauvancy : La France a été offensive diplomatiquement à l'occasion de ce sommet. Traditionnellement, elle a toujours été impliquée dans la sécurité du Liban, notamment envers les chrétiens qui s'y trouvent, les maronites. Cet attachement au Liban a marqué l'histoire de la diplomatie française depuis le XIXe siècle. Mais les situations démographique et religieuse du pays ont évolué depuis cette époque.

Cependant, depuis 1978, la France y a toujours déployé un contingent militaire très impliqué dans le cadre des missions des casques bleus. Elle est la seule puissance occidentale qui a

été toujours présente dans le pays depuis quarante-six ans car elle reste attachée à la protection de la minorité chrétienne au Liban. Elle a néanmoins perdu de son influence face à un monde musulman qui remet en cause indirectement le fonctionnement de la société libanaise.

Depuis l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020, le président Macron a aussi voulu s'impliquer d'une manière majeure. Mais les paroles du chef de l'Etat ne se sont pas concrétisées en actes en raison de nombre d'actions et de prises de position sur place pour s'opposer à l'action de la France. Le chef de l'Etat souhaitait que les choses changent au Liban mais qu'est-ce qui a réellement changé depuis ? Malgré les efforts entrepris, il n'est pas certain que la diplomatie française puisse faire beaucoup plus aujourd'hui malgré cette conférence organisée à son initiative.

Elle a certes recueilli des promesses de dons d'une valeur d'un milliard de dollars dont 200 millions pour les forces de sécurité, financées notamment par les Etats-Unis (300 millions), la France (100 millions), l'Allemagne (100 millions). Cependant, une aide financière ne permettra pas de résoudre les problèmes du Liban confronté à d'importants problèmes politiques.

La question de l'équipement de l'armée libanaise représente par ailleurs un vrai défi. D'après la résolution 1701 de 2006, l'armée libanaise devait assurer la sécurité au Sud-Liban et de fait assurer la protection du nord d'Israël en éloignant la menace du Hezbollah. Or, elle n'a jamais été en mesure d'assumer ce rôle pour des raisons de politique intérieure mais aussi parce qu'elle n'a pas eu tout l'équipement militaire promis.

Pour tenter de contenir la déstabilisation de la région lors de la crise syrienne, la décision de soutenir l'armée libanaise avait été prise lors de la conférence internationale de Rome, le 17 juin 2014, sous l'égide de l'ONU. Signé en novembre 2014, le contrat d'équipement était prévu sur trente-six mois, et l'engagement total sur dix ans avec la formation et la maintenance. L'Arabie saoudite finançait notamment l'achat d'armement français pour environ 3 milliards de dollars. De nombreux aléas ont entravé la réalisation de ce projet.

L'armée libanaise multiconfessionnelle ne veut pas non plus être impliquée dans une nouvelle guerre civile puisqu'il faudrait contraindre éventuellement par la force le Hezbollah, une composante de la société libanaise, à respecter les engagements de l'Etat libanais.

Bref, la France, qui veut à tout prix avoir un résultat diplomatique, est confrontée à un certain manque d'efficacité dans le cadre de sa stratégie vis-à-vis du Liban.

Il y a un an, au lendemain des attaques du 7 octobre, Emmanuel Macron avait lancé un appel pour bâtir une coalition contre le Hamas, et donc contre ses alliés (dont le Hezbollah). Emmanuel Macron a indiqué à l'occasion de cette conférence pour le Liban qu'il n'était "pas sûr qu'on défende une civilisation en semant soi-même la barbarie", en évoquant Israël. Quelle est la logique de dire un an plus tard que le fait d'écraser le Hezbollah revient à semer la barbarie ?

Le revirement d'Emmanuel Macron est assez surprenant. D'une manière générale, et pas uniquement sur ce cas précis, le chef de l'Etat français a une tendance à modifier les postures diplomatiques de la France, parfois à la grande surprise de ses alliés. En Ukraine, il a adopté la même attitude. En diplomatie, le contexte géopolitique peut conduire à un positionnement différent comme aujourd'hui dans la recherche d'un cessez-le-feu. A cet effet, Emmanuel Macron essaye de ne pas passer à tout prix comme étant du côté d'Israël. Il tente de donner des gages au Hezbollah, dont la branche politique a été un interlocuteur pour certains pays, à la différence de la branche armée considérée comme un mouvement terroriste pour sa composante militaire.

Emmanuel Macron tente donc de jouer sur le facteur politique et sur l'influence du Hezbollah au Liban pour arrêter la guerre, en l'occurrence essayer de changer la position d'Israël, qui est pourtant engagé dans une action inexorable contre le Hamas et le Hezbollah alors que ce mouvement est devenu un Etat dans l'Etat. Mais cette stratégie pose question. Comment Emmanuel Macron peut-il légitimer indirectement le Hezbollah qui est l'une des causes de la déstabilisation du Liban ? Cela interroge sur la versatilité du président de la République. Au regard de ses déclarations, il donne l'impression de changer d'orientation politique au fur et à mesure des mois et d'une manière paradoxale. Dans la recherche d'une troisième voie, le chef de l'Etat essaye d'équilibrer la position de la France, en ne soutenant pas totalement Israël, tout en n'étant pas du côté du Hezbollah. La déclaration du président de la République fait plus partie d'une communication politique que d'un souci d'efficacité sur la résolution du conflit.

Au milieu des tensions diplomatiques avec Israël, quel pourrait être l'effet de ce sommet sur les plans de paix ? Comment ce sommet pour le Liban, organisé par la France, va-t-il être perçu dans la région ?

Ce sommet aurait pu renforcer des liens avec certains pays arabes du Golfe mais ceux-ci n'y ont pas vraiment été actifs. L'activisme de la France au Liban ne semble pas susciter une grande adhésion. Néanmoins, notre pays a organisé un sommet sur le Liban, a obtenu des garanties de financements pour venir en aide aux Libanais, y compris en envisageant l'évacuation à titre humanitaire de ressortissants franco-libanais du Liban. Concernant la perception par les autres Etats de la région, Israël va considérer que la France mène son propre jeu qui est considéré comme anti-israélien. De fait, l'influence sur le règlement du conflit reste bien aléatoire.

Ce sommet apportant des réponses sur le plan humanitaire et financier ne permettra pas d'aboutir à une sortie de crise. La guerre au Proche-Orient est bien trop engagée maintenant. L'action diplomatique française actuelle, qui est méritoire, ne permettra pas d'apporter une solution géopolitique et durable à la guerre en cours. Il est bien trop tard. Cela revient à mettre un pansement sur un membre qui s'est gangrené. La seule chose que la France puisse faire actuellement est d'atténuer les souffrances du peuple libanais et d'apporter une lueur d'espoir.

Quelle est l'influence de la France au Proche-Orient ? La France a-t-elle encore une influence dans la région et à l'aune de ce sommet sur le Liban ?

L'influence de la France dans la région est très limitée. Quels sont les résultats que la France a obtenus depuis 50 ans dans cette région du monde ? Il n'y en a pas réellement. Le Liban est toujours en difficulté. Emmanuel Macron s'était engagé à ce que les choses changent après l'explosion à Beyrouth. Or, cela n'a pas changé. Il n'y a toujours pas de gouvernement au Liban. L'armée libanaise est toujours mal équipée. La position diplomatique de la France dans la région déplaît à Israël sinon peut-être même aux Etats-Unis.

L'influence en diplomatie doit permettre d'avoir une efficacité sur les relations internationales. Or, la France n'en a aucune sur cette crise au Liban sinon au Proche-Orient. L'organisation de ce sommet à Paris permet certes de redonner un certain lustre à la diplomatie française. Mais cela risque d'être un microphénomène dont on parlera beaucoup en France mais il n'est pas sûr que cela ait beaucoup d'impact à l'étranger.

Quel bilan tirer de ce sommet par rapport à l'aide humanitaire et sur les avancées vers un cessez-le-feu dans la région ?

Militairement et géopolitiquement parlant, je ne vois pas comment il serait possible d'obtenir un cessez-le-feu avant qu'Israël n'ait définitivement éliminé la structure du Hezbollah au Sud-Liban et du Hamas à Gaza. L'opération est tellement engagée qu'elle ne peut pas s'arrêter en cours de route. La vision occidentale habituelle considère qu'il faut arrêter la guerre lorsque la population civile subit de trop grands dommages ce qui imposerait alors de trouver une issue au conflit.

Le problème est que le niveau de guerre au sens des objectifs à atteindre du côté israélien est devenu si important avec l'implication émotionnelle de la société israélienne (réservistes, économie, pertes sinon même les tensions en politique intérieure) qu'Israël doit aller jusqu'au bout. Et il ne faut pas oublier le 7 octobre 2023. Aujourd'hui, les forces du Hamas et du Hezbollah ont été extrêmement affaiblies. L'armée israélienne ne peut donc pas s'arrêter en cours de route. Le seul cessez-le-feu qui pourrait être imposé pourrait l'être si les Américains arrêtaient de livrer des munitions et d'autres équipements militaires, ce qui n'est pas le cas. Du côté français, il n'y a aucun levier pour imposer à Israël un changement de stratégie. Là où elle pourrait agir, le Conseil de sécurité des Nations Unies, principal responsable du maintien de la paix, est complètement neutralisé depuis la guerre en Ukraine. Par une action diplomatique au plus haut niveau, la France n'est plus en mesure d'amener une résolution contraignante de l'ONU.

A travers l'organisation de ce sommet à Paris pour aider le Liban, la France tente donc de profiter de cette opportunité pour retrouver une influence dans le monde arabe sinon au Proche-Orient.